



RAPPORT SUR L'ÉCONOMIE WALLONNE 2018

Le Département de la Compétitivité et de l'Innovation (DGO6-SPW), la Cellule d'Analyse Economique et Stratégique (SOGEPA) et l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS) publient, ce jour, la troisième édition du Rapport annuel sur l'économie wallonne (REW). Il est composé de trois parties : une analyse des évolutions macroéconomiques observées durant la période 2012-2017, une analyse des mouvements bruts d'emploi (créations, destructions d'emplois...) et de main-d'œuvre (embauches, licenciements, départs...) à l'échelon régional et un focus sur le secteur de la chimie.

Une reprise économique riche en emplois, mais plus lente que dans la Zone euro

S'appuyant sur les statistiques économiques les plus récentes et sur le scénario prévisionnel établi par l'IWEPS en mars dernier, le rapport propose de caractériser le cycle de reprise qui s'est amorcé en Wallonie depuis 2014, après la récession de 2012-2013. Dans une petite économie ouverte telle que la Wallonie, l'activité dépend largement des développements économiques internationaux, qui ont récemment été marqués par un raffermissement de la croissance économique. La généralisation de l'embellie conjoncturelle concerne en particulier la Zone euro, espace qui concentre une grande part des débouchés à l'exportation wallons. Aussi, la dynamique exportatrice s'est-elle raffermie en Wallonie, contribuant à la consolidation récente de la reprise économique régionale. Depuis l'entame de la reprise, cette dernière s'est révélée particulièrement riche en emplois, ce qui amplifie la tendance à la baisse des gains de productivité moyens. La création d'emplois à l'intérieur de la région, accompagnée par le dynamisme de l'emploi frontalier, a permis une amélioration de la situation des Wallons sur le marché du travail dès 2014. La baisse du taux de chômage, bien qu'elle intervienne dans un contexte d'atonie de l'offre de travail marquant la Wallonie depuis 2012, en constitue le signe. Les gains en termes de revenus ont en revanche tardé à se manifester, le pouvoir d'achat des ménages ne se raffermissant véritablement qu'en 2016 et, surtout, en 2017. Les dépenses privées ont ainsi apporté une contribution relativement contenue à la demande intérieure, qui a davantage reposé sur la tendance à la hausse de l'investissement. Il en résulte une reprise économique (2014-2017) qui s'est avérée sensiblement plus lente qu'en moyenne dans la Zone euro.

Au-delà de la création nette d'emplois, des flux de travailleurs de grande ampleur

Le rapport questionne également les habituels indicateurs d'évolution nette de l'emploi, en les plaçant dans le cadre d'une approche dynamique du marché du travail.

Les dynamiques de flux bruts d'emploi et de main d'œuvre participent au mouvement continu de réallocation des facteurs de production. L'analyse de la dynamique du marché du travail met en évidence l'ampleur des mouvements bruts sous-jacents à l'évolution nette. Les flux de redistribution régionale des travailleurs sont significativement supérieurs aux mouvements de réallocation régionale de l'emploi, de nombreux départs et arrivées de travailleurs s'effectuant par rotation sur des postes existants. L'écart qui en résulte est capté par le concept du « *churning* », qui



est un indicateur de la dynamique (des frictions) du marché du travail et de la confiance des employeurs et des travailleurs dans le fonctionnement du marché du travail lors des fluctuations conjoncturelles.

L'ampleur de la crise financière et une reprise plusieurs fois annoncée puis postposée ont vraisemblablement érodé la confiance des travailleurs et des employeurs, et réduit le mouvement de *churning*. S'il devait persister, ce ralentissement serait préoccupant, car il traduit une réallocation insuffisante des travailleurs vers les emplois les plus productifs et pourrait expliquer en partie la faible progression de la productivité du travail que nous avons observée.

Durant les récentes périodes de ralentissements conjoncturels, le rythme des créations d'emploi en Wallonie a décéléré plus que ne se sont accrus les taux de destruction d'emploi. Le renforcement durant la crise des mesures de protection de l'emploi (régime de chômage temporaire étendu) et d'aide à l'embauche (Plan Win-Win) a créé une forte rétention de main-d'œuvre, freinant la variabilité du taux de diminution d'emploi de l'ensemble de l'économie wallonne, et plus particulièrement des branches d'activités tertiaires marchandes.

Le défi pour le secteur de la chimie : dégager plus de valeur ajoutée ancrée en Wallonie

Enfin, le REW se focalise sur la chimie, secteur important en Wallonie et qui figure au rang des priorités de la stratégie wallonne de spécialisation intelligente. Le secteur chimique wallon est hétérogène, composé de plusieurs chaînes de valeur qui rencontrent des défis en partie similaires, mais également spécifiques. Il s'agit d'un secteur à haut niveau de productivité et fortement internationalisé. L'industrie pharmaceutique a été créatrice nette d'emplois, alors que l'industrie chimique et la fabrication de produits en caoutchouc et plastique ont vu leurs emplois se réduire. Les résultats rappellent aussi la dépendance du secteur à la dynamique des grandes entreprises et soulignent que le principal défi pour les nombreuses start-ups innovantes est de confirmer leur potentiel en termes de création d'emploi en Wallonie.

Une partie du secteur constitue une industrie traditionnelle en Wallonie, qui cherche encore la voie de sa transition pour dégager de nouvelles niches de croissance. La chimie de base est située en amont de plusieurs chaînes de valeur, avec un taux de valeur ajoutée directe plus faible que la moyenne industrielle et un poids relatif en recul. Le secteur pharmaceutique ressort comme la nouvelle spécialisation régionale. Des niches de spécialisation se dégagent également dans le secteur plastique, dont le poids reste néanmoins modeste et qui est plus largement composé de PME. Le secteur chimique montre un niveau d'internationalisation élevé, tant en amont qu'en aval. Le principal défi transversal pour le secteur est de dégager davantage de valeur ajoutée, d'une part au travers de son ancrage régional et du développement de la chaîne de valeur en aval, et d'autre part au travers de la croissance des entreprises. En particulier, les liens avec l'aval et l'innovation orientée sur la demande devraient être davantage développés sur le territoire. Le secteur chimique est un secteur innovant, qui concentre une part importante des dépenses de R&D. Il permet de positionner favorablement la Wallonie en termes de biotechnologies.

Cette publication est disponible à cette adresse : https://www.iweps.be/publications/?fwp_pub_categories=rapport-sur-leconomie-wallonne.

RAPPORT SUR L'ÉCONOMIE WALLONNE, une collaboration DGO6-SPW, SOGEPa et IWEPS. Unissant leurs expertises, les trois institutions entendent, au fil des éditions et des analyses, répondre à la demande croissante des forces vives de la Wallonie de disposer de statistiques fiables et d'études rigoureuses sur l'économie régionale. Les études proposées s'appuient sur l'exploitation des nouvelles données disponibles à l'échelle régionale et le recours à des méthodes statistiques avancées. Elles contribuent à la compréhension du système économique wallon, en appréhendant les tendances de moyen terme à l'œuvre et tentent d'identifier les défis auxquels la Wallonie fait face.

Plus d'infos : https://www.iweps.be/publications/?fwp_pub_categories=rapport-sur-leconomie-wallonne